

Le Haras du Pin est en piteux état. Derrière ses somptueuses façades en pierre de Caen, le « Versailles du cheval » menace ruine : fuites d'eau, chutes de pierres... L'Etat n'arrive plus à financer ce joyau de la filière équestre française dont il a la charge depuis la Révolution. Au point qu'il envisage aujourd'hui de s'en séparer en douceur, du moins pour l'activité de reproduction, la plus rentable, pour laquelle il vient de trouver des candidats du secteur privé. La nouvelle fait hurler le président du conseil général de l'Orne, le centriste Alain Lambert, qui remue ciel et terre pour que son département, associé à la Région Basse-Normandie, reprenne la totalité du site, et surtout l'étalement. Bref, depuis près d'un mois, la guerre est déclarée. « Cette chronique du Haras du Pin illustre bien les étapes du déclin des belles et glorieuses histoires

1 250 Mds € DE DÉPENSE PUBLIQUE

Près de la moitié de dépenses sociales.



Source : Insee, calculs DGTPE

des Etats devenus impécunieux qui souhaitent cependant continuer à faire illusion, s'énerve Alain Lambert sur son blog. Ils cherchent éperdument à masquer leur décadence par la création d'opérateurs multiples (...) alors qu'ils ne sont plus que des structures de défaisance prêtes à toutes les dépossessions pourvu qu'elles ne soient pas aux profits de ces vassaux que sont ces collectivités locales dont l'apparente prospérité semble une insulte à la désastreuse gestion étatique. »

Passons sur le fait qu'Alain Lambert a lui-même été gestionnaire des deniers de l'Etat (il fut ministre du Budget de 2002 à 2004)... Oublions un instant la question centrale : est-ce le rôle d'un département et d'une Région – fussent-ils en Normandie – d'entretenir des étalons ? L'affaire du Haras du Pin il-

lustre surtout l'incroyable difficulté de la France à réduire l'emprise de la sphère publique, à faire confiance au privé et à remettre en cause des décennies – parfois des siècles – de pratique.



L'Etat gère une vingtaine de « haras nationaux » (ici, le Haras du Pin).



Les Français sont les premiers consommateurs de médicaments d'Europe.

20

PISTES D'ÉCONOMIES au banc d'essai

Voici les grandes idées qui circulent dans les partis et les « think-tanks »*.

FAIRE MAIGRIR L'ÉTAT

1 Geler les rémunérations des fonctionnaires

Avec 285 Mds€, les traitements et retraites de la fonction publique sont le premier budget de l'Etat. Même si le « point d'indice » (qui sert de référence aux augmentations générales) est gelé cette année pour la deuxième année consécutive, les rémunérations des agents progresseront quand même de 2 à 3 % en 2012, selon la Fondation Ifrap (libérale). Et ce, grâce à l'ancienneté, aux haus-

ses catégorielles, à la revalorisation des petits traitements. Or, contrairement à une idée reçue, le public est déjà mieux loti que le privé (cf. tableau). L'Ifrap prône donc un vrai gel.

2 Poursuivre le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite

En cinq ans, cette mesure a rapporté 7 Mds€, dont la moitié a été réinvestie dans l'Etat sous forme de revalorisations salariales (*lire ci-contre*). Tout relâchement aurait des effets désastreux même si, les retraites des baby-boomers étant pour l'essentiel derrière nous, il faut s'attendre à des départs moins nombreux à partir de 2013. Le « un sur deux » fera économiser entre 800 et 970 M€/an entre 2011 et 2013, selon la Cour des comptes, qui suggère qu'à l'avenir une moindre somme

REMUNÉRATIONS AVANTAGE AU PUBLIC

Salaires net mensuels moyens en 2008

Etat	Collectivités locales	Etablissements publics de santé	Secteur privé
2 328 €	1 744 €	2 158 €	2 069 €

Source : Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP)